

**Conseil d'Administration du CENOU :**  
**Les conditions des étudiants au cœur**  
**des préoccupations**

**ERRATUM :** Dans notre numéro 532 d'hier, la photo du Ministre Ousmane SY a été mise par erreur dans un article qui ne le concerne en rien. La rédaction présente ses excuses à monsieur le Ministre pour les désagréments causés. L'article concerne plutôt la jeunesse de Tabital Pulaaku.

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 31 JANVIER 2020

# 533

# Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



## Front social

# La trêve n'aura pas lieu



**Sécurité-Economie-Social :** Le Mali s'enfoncé dans les crises !



**Me Mountaga Tall :** « La corruption est érigée en mode de gouvernance... »

AMPI

AGENCE Malienne de presse d'information et de communication

# Malikilé

Quotidien d'information et de communication

La Direction & l'ensemble du personnel  
de Malikilé souhaitent à tous ses lecteurs et lectrices

Une Bonne et  
Heureuse Année





<b>Une</b>	Front social : La trêve n'aura pas lieu	<b>P.4</b>
<b>Brèves</b>	Vol de deux-roues : Il se fait tirer dessus pour sa moto	<b>P.10</b>
	Disparition de Birama Touré : 4 ans après, le dossier ne bouge pas selon Boubacar Yalcouyé	<b>P.10</b>
	Mali / Production minière : 1,94 millions de tonnes de concentrée de lithium	<b>P.11</b>
	Détérioration des mœurs : Démantèlement d'un réseau d'homosexualité en commune II	<b>P.11</b>
	Equipements Militaires : L'armée malienne réceptionne 15 véhicules blindés	<b>P.11</b>
	Défaite du Djoliba AC : Des supporters blessés dans l'âme	<b>P.12</b>
	Législatives 2020 : Une candidature de Bakary Togola est-elle jouable ?	<b>P.12</b>
	Côte d'Ivoire : Depuis Paris, Soro révèle le deal entre Ouattara et lui	<b>P.12</b>
	Soldats en route pour Kidal : La longue escale de Gao	<b>P.13</b>
	Regain de tensions au Centre : Le camp de Sokolo « assiégé » par les djihadistes, du matériel « emporté » à Sarakala	<b>P.13</b>
<b>Actualité</b>	Conseil d'Administration du CENOU : Les conditions des étudiants au cœur des préoccupations	<b>P.14</b>
	Recettes de 2019 des Domaines : Enfin, la barre des 100% touchée !	<b>P.15</b>
	Sécurité-Economie-Social : Le Mali s'enfoncé dans les crises !	<b>P.16</b>
<b>Politique</b>	Me Mountaga Tall : « La corruption est érigée en mode de gouvernance... »	<b>P.18</b>
	Stabilisation du Mali : Une approche constructive	<b>P.19</b>
	Sommet du Sahel : Des opposants critiquent violemment la France	<b>P.21</b>
<b>Culture &amp; société</b>	Nigeria : Des étudiants meurent après une partie de sexe à quatre	<b>P.22</b>
<b>International</b>	République de Côte d'Ivoire : L'élection présidentielle s'organise	<b>P.23</b>
	Condamné à la CPI : Bosco Tanganda cite Joseph Kabila comme commanditaire de ses crimes	<b>P.23</b>
	Conakry : « Nul ne dicte à la Guinée ce qu'elle doit faire », Alpha Condé répond au gouvernant français	<b>P.24</b>
<b>Sport</b>	Championnat national : Les Onze Créateurs lâchent encore des points	<b>P.25</b>

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**  
**Siège** : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)  
**Email** : ampkile@gmail.com / malikile@gmail.com  
**Site Web** : www.malikile.com  
**Contacts** : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

P.10



P.15



P.19





## Front social : La trêve n'aura pas lieu

**A**u sortir du Dialogue national inclusif (DNI), le Président Ibrahim Boubacar Kéita avait demandé une trêve sociale de longue durée pour permettre la mise en œuvre des nombreuses recommandations issues des échanges et concertations. Ce vœu est aujourd'hui en péril à la suite des préavis de grève déposés sur la table du Gouvernement par les Syndicats enseignants signataires du 15 octobre 2016 et le Syndicat national de la santé, de l'Action sociale et de la Promotion de la Famille. Pour ne rien arranger, la Coordination des syndicats des travailleurs des DFM, CPS, DRH, Département interministériel, de la Primature hausse le ton et menace d'aller en grève si le Gouvernement ne satisfait pas à ses engagements vis-à-vis d'elle. Les jours à venir risquent d'être très compliqués pour Boubou Cissé qui a pris des engagements que visiblement il ne peut tenir, dans le seul but, apparemment, de gagner du temps. Les espoirs placés dans le Dialogue national in-

clusif par les autorités du pays se trouvent dangereusement menacés. En effet, IBK et son Gouvernement avaient, entre autres, sollicité des différents partenaires sociaux, dont particulièrement les syndicats, une trêve qu'ils espéraient mettre à profit pour la mise en

applications des résultats issus du DNI. Or l'idée de cette trêve ne semble pas faire l'unanimité au sein des travailleurs dont les syndicats avaient obtenu du Gouvernement des engagements avec des échéances fixées et convenues pour être exécutées. Il semble que pour les autorités, la trêve concernait aussi les accords préalablement conclus avec certains syndicats. Parce que le Gouvernement n'a pas pris soin d'engager des concertations avec les







syndicats concernés pour obtenir leur aval, il se trouve dans une situation presque inextricable.

C'est l'antériorité des engagements pris par le Gouvernement vis-à-vis des syndicats qui est le point de discorde. Et c'est une grosse erreur du Gouvernement d'avoir pensé que le DNI s'imposait à tous les Maliens alors que de nombreux compatriotes n'y ont pas participé ou n'y ont jamais donné leur caution surtout au sujet de la trêve demandée par IBK. Encore une fois, IBK et son Gouvernement se trouvent confrontés à leur incapacité d'anticiper sur les crises sociales. Parce que les différents Gouvernements d'IBK ont tenu des promesses et pris des engagements qu'ils n'ont jamais honorés que des syndicats ne leur font plus confiance. C'est le cas des Syndicats signataires du 15 octobre 2016 qui sont entrés dans une véritable épreuve de force depuis que le Premier ministre Boubou Cissé a décidé de se passer d'eux en recrutant 15 300 enseignants volontaires pour boucler l'année scolaire 2019-2020. Cette décision a été ressentie comme une tentative de casser la grève des enseignants au lieu d'y trouver une solution pérenne.

La décision de Boubou Cissé a eu pour effet immédiat la radicalisation des enseignants qui viennent de déposer un préavis de grève de 20

jours à compter du 17 février 2020. Certes les enseignants sont restés intransigeants en ce qui concerne l'application de l'article 39 de la Loi N°2018-007 du 16 janvier 2018 telle que convenue avec le Gouvernement. Cependant, la lenteur du Gouvernement dans la gestion de cette crise, sa propension à vouloir négocier et en même temps montrer de la fermeté dans ses décisions ont été considérés par les partenaires syndicaux comme une trahison qui aura fini de durcir les positions. On ne voit pas, à l'heure actuelle, comment la partie gouvernementale pourra s'entendre avec les syndicats enseignants signataires du 15 octobre 2020 dans une épreuve de force où chacun voudrait abattre l'autre. D'autant plus que les syndicats enseignants viennent de publier un document qui dé-

ment, preuve à l'appui, ce qu'ils présentent comme les mensonges du Gouvernement sur la réalité des accords passés avec eux.

C'est dans cet imbroglio que le syndicat national de la santé, de l'Action sociale et de la Promotion de la Famille a, lui aussi, déposé un préavis de grève de 72 heures à compter du 17 février prochain. Coïncidence ou pas, les préavis des syndicats enseignants et de la santé sont prévus la même semaine. Ainsi, ce sont deux secteurs essentiels dans le développement d'un pays qui projettent d'aller en grève en même temps. La menace est grande de paralyser ces deux secteurs. On se souvient de la longue grève illimitée de plus d'un mois du syndicat de la Santé en 2017 qui aura profondément marqué les Maliens par son ampleur et ses conséquences catastrophiques sur les populations. Aucun bilan officiel n'a été fait à la suite de cette grève mais les journaux maliens s'accordent à dire qu'elle a coûté la vie à des centaines de patients notamment en pédiatrie. Le présent préavis de grève de 72 heures est relatif aux termes de la conciliation de décembre 2016, avril 2017 et de décembre 2018 entre le Gouvernement et le syndicat de la Santé. On le voit là aussi, depuis bientôt trois ans, les autorités peinent à honorer les engagements qu'il a pris. C'est cette situation qui pousse les syndicalistes à mettre en doute la bonne foi du Gouvernement et à rendre impossible le maintien d'un climat de confiance entre les parties. La Coordination des syndicats des travailleurs des Directions Financières et du Matériel (DFM), des Cellules de Planification et de la Statistique (CPS), et des Directions des Ressources humaines (DRH), elle, n'a pas encore parlé de grève mais la menace existe depuis sa sortie médiatique du 23 janvier 2020, à la Bourse du Travail. En effet, cette Coordination, qui a déjà observé plusieurs séries de grève en 2019, donne jusqu'à un mois au Gouvernement pour



exécuter les points d'accord contenus dans le rapport de conciliation signé en octobre 2019. À défaut de quoi la Coordination s'engage à tirer toutes les conséquences de cette situation. En termes clairs, c'est un autre mouvement de grève qui se profile à l'horizon.

On ne voit pas comment Boubou Cissé et son Gouvernement pourraient se sortir du bourbier qui les attend du fait de toutes les grèves programmées. Le Dialogue national inclusif n'est pas visiblement la panacée pour une sortie de crise au Mali. Trop de rancœurs contenues sourdent subitement avec la force d'une éruption volcanique. La profonde crise multidimensionnelle du Mali a trop longtemps couvé avec comme résultat la radicalisation des positions. Et la mauvaise réputation que triment le Gouvernement et le pouvoir en place en matière de mauvaise gouvernance, de corruption et de



dilapidation des maigres ressources de l'État malien, n'est pas de nature à concilier les cœurs et les esprits. En d'autres circonstances et en

d'autres temps, les Maliens auraient favorablement répondu à l'appel du pouvoir pour sauver le pays. On se souvient des presque 4 milliards de FCFA collectés en faveur des Forces armées maliennes quand Tiéna Coulibaly était ministre de la Défense et des Anciens combattants. Mais aujourd'hui le pouvoir d'IBK n'inspire pas confiance. Les Maliens qui l'ont porté au pouvoir en 2013 sont trop déçus pour lui faire encore confiance. La décision récente de la Coordination des Mouvements de l'Azawad de ne pas participer aux élections législatives de mars 2020 rajoute au malaise qui frappe tout le pays. Ainsi, 2020 s'annonce aussi compliquée que 2019. Et les vœux n'y changeront rien.

■ **DIALA THIÉNY KONATÉ**



PLANET

PLANET Ananas

PLANET Ananas

PLANET Ananas

PLANET Ananas

À base d'eau Supermont et de sucre Naturel



## Primature du Mali

Goundam Repas\_de\_corps FAMAs

En compagnie des membres de sa délégation, le Premier Ministre Dr Boubou Cissé, a tenu à partager un repas de corps avec les troupes des #FAMAs basées à Goundam comme à son habitude.

L'occasion d'échanger encore une fois, en toute convivialité avec les soldats et leur témoigner la reconnaissance de la nation toute entière. BoubouCissé\_PM



Diré

Le Premier Ministre Dr Boubou Cissé a présidé la rencontre avec la société civile de Diré en présence des représentants et des notabilités de l'ensemble des 13 communes du cercle.

Au cours de cette cérémonie les populations ont salué les efforts du gouvernement en termes de sécurisation, de désenclavement et d'investissements sociaux.

Les principales préoccupations et les besoins spécifiques de la localité ont été exposés par les intervenants et des réponses idoines sont déjà en cours d'exécution et de réalisation.

Au cours de la cérémonie, le Premier Ministre a annoncé la décision du gouvernement de financer les travaux du schéma d'assainissement de Diré pour un coût total de plus de 500.000.000 cfa (cinq cent millions).

Il a également tenu à remercier la population pour l'accueil chaleureux dont sa délégation a bénéficié.

Étaient également présents à la rencontre les représentants de l'Etat à savoir le préfet, les sous-préfets, les autorités intérimaires et le conseil de cercle, les élus et toutes les autorités coutumières.

Le Premier Ministre a adressé ses vives félicitations aux ressortissants de Diré pour leur engagement et leur dévouement à investir et à accompagner le développement local de leur localité.

#BoubouCissé\_PM



## Touré Abdoul Karim

Les masses sont essentiellement concentrées à Bamako et jouent au folklore de l'indignation. Le Mali brûle et des maliens avec. La gravité de la situation est elle vraiment comprise ?

Ce sont des images de ce qu'on appelle ici un poste de contrôle et un camp militaire.

Que reste t il encore ?

Touré Abdoul Karim



## MALI MALIN

Mali : insécurité au nord, deux cars braqués dans le cercle d'Ansongo

Ce jeudi 30 janvier 2020, deux cars en partance pour Niamey ont été braqués par des hommes armés non identifiés.

Selon une source locale, le crime a été perpétré ce matin vers 7h30, deux cars de transport (Noor et Sonef) ont été attaqués par des hommes armés à 15 km d'Ansongo. Des bandits à l'intérieur de deux voitures personnelles, ont mis à l'arrêt les véhicules de transport. Après avoir mis les passagers à plat ventre, ils ont fouillé les poches, sacs et emportés tout ce qu'ils ont trouvé.

Rappelons que depuis quelque temps, ces genres de braquage sont fréquents dans la zone. Mais celui-ci survient juste quelques heures après la visite du Premier ministre à Ansongo. À en croire que ces bandits ne recule devant rien.

Maliactu.net



Le peuple malien, à l'issu d'une lutte héroïque ayant coûté le sacrifice de plusieurs vies humaines est parvenu à arracher le multipartisme et la démocratie le 26 Mars 1991. Après plus de 02 décennies de pratiques démocratiques, le constat est amer.

La politique, au lieu d'être un instrument de résolution des problèmes de la cité, a été déviée de cette vocation pour devenir un raccourci à la promotion socioéconomique individuelle et personnelle, à l'enrichissement accéléré et illicite, au développement de la culture de l'impunité, à la propension abusive d'une injustice sociale insupportable et injustifiable, à l'aggravation de l'inégalité entre les citoyens, au favoritisme, au clientélisme, au nepotisme et à la corruption galopante endémique.

qui sont les responsables?

cette situation évolue de mal en pire



Mali : Gouvernement-enseignants : Jusqu'où ira le bras de fer ? C'est la question que les observateurs se posent après les propos du Premier ministre, Boubou Cissé, lesquels font la Une des réseaux sociaux.

L'annonce a été faite par le Premier ministre lors de la deuxième journée des travaux sur les grandes orientations politiques du Dialogue national inclusif, au Cidb. « Dans deux semaines si les enseignants ne retournent pas en classe, l'Etat procédera à un recrutement spéciale », averti le chef du gouvernement. Le gouvernement envisage de recruter les 15.000 volontaires de l'IFM. " Le Premier ministre a fait savoir que son gouvernement ne va pas accepter ce qui s'est passé l'année dernière " et se dit prêt à engager les 15.000 enseignants encore en formation pour combler l'absence des grévistes. Est-ce une menace ? Ne serait-il pas mieux de revoir l'article 39 de la loi portant statut du personnel enseignant des établissements du secondaire, fondamental et du lycée ? Nous assistons à un bras de fer entre les protagonistes, entre temps les parents sont inquiets du sort réservé à leurs enfants. Jusqu'où ira ce bras de fer ?

Dans un pays où les fils des pauvres n'ont pas droit de goûter au bonheur de l'école. Pendant que les fils des riches construisent allégrement leur avenir dans de grandes écoles à l'étranger, par l'argent volé et détourné au détriment des pauvres contribuables.

Lamine SISSOKO. Source : Le Démocrate

Mali: KORO : attaque contre le village de Gourthin

Des hommes armés non identifiés ont attaqué hier (29/01/2020) le village de Gourthin dans la Commune de Dioungani.

Selon des témoins, grâce à la détermination du Groupe d'auto-défense, les bandits ont fini par fuir après avoir tué 2 personnes et blessé 2 autres.

Source: Studio Tamani

## Souleymane Diarra

Éprouver reste Sage et digne à l'écoute



## Dr Malika Issoufou - First Lady

Clôture cet après-midi à Abu Dhabi aux Emirats Arabes Unis, des travaux de la 40ème Session du Conseil Exécutif de l'ISESCO. En présence de la première Dame du Niger Dr Lalla Malika Issoufou, présidente de la fondation Tattali-Ilyali en qualité d'invitée d'honneur.



## Fabou Kante

LIBÉRATION DE AMADOU HAYA SANOGO ET AL  
La réconciliation a un prix chers amis. Ou nous acceptons de le payer ou nous optons pour l'instabilité pérenne. C'est juste une question de choix. Bonne journée.

Fabou KANTÉ. Président du Mouvement Tabalé




## Malick Konate

"Nous avons fait bon moment avec la synergie (#Enseignants), et nous avons consenti beaucoup d'efforts pour les enseignants. Grâce à leur Statut, certains ont eu une augmentation de plus de 100.000FCFA. Par exemple, l'indice plafond pour la catégorie "A" était 920, et maintenant c'est 1060, soit une augmentation de 140 points d'indice. Et les 140 points en augmentation donnent plus de 100.000FCFA." propos de Boubou Cissé depuis Tombouctou. Cc Cheick Tidiane Diallo, notre affaire devient sérieuse hein. Suivons





Cheick Tidiane Diallo, ce n'est pas mieux de reprendre ? La réplique est forte deh

 Oumar Fomba ▸ Actualité du Premier Ministre  
1 h · 🌐

Dr. Boubou à Tombouctou :

"Nous avons fait bon moment avec la synergie, et nous avons consenti beaucoup d'efforts pour les enseignants. Grâce à leur Statut, certains ont eu une augmentation de plus de 100.000FCFA. Par exemple, l'indice plafond pour la catégorie "A" était 920, et maintenant c'est 1060, soit une augmentation de 140 points d'indice. Et les 140 points en augmentation donnent plus de 100.000FCFA." propos de boubou

Et du coup des gens qui n'ont pas cru à ça ont réagi, mais le PM a insisté sur son chiffre.

Je m'inscris en faux, M. le PM.

Dites au PM de ma part que ce montant est erroné, loin d'être vrai. Encore un autre mensonge de ce gouvernement !

La réalité: de 920 à 1060, c'est bien une augmentation de 140 points.

Le calcul se fait ainsi :  
 $140 \times 400 = (56000 \text{FCFA } \#chiffreexact)$  très loin des 114000 Cfa comme dit le PM.

(pour ceux qui doutent de mes chiffres, ils peuvent se rendre au budget pour savoir comment le calcul de salaire se fait)

NB : pour la fiabilité de mon post, allez-y écouter la vidéo de son intervention à Tombouctou, c'est sur la Page Facebook d'actualité du Premier ministre.

O-F

"Le calme est revenu au village de #Sokolo. Les assaillants se sont repliés après une intervention aérienne des #FAMa." Source locale

J'ai vu les bulletins de salaire des différentes catégories... sèbèla quelqu'un a menti ou quelqu'un est en train de manger l'argent de mes parents #Enseignants.  
#MensongeAuSommetDeLEtat

Sèbèla mes parents #Enseignants doivent porter plainte contre X. Ça a été dit devant les élus... mais après vérification, c'est faux.  
#MensongeAuSommetDeLEtat

Patisakana ! Ko quelqu'un a menti .  
#MensongeAuSommetDeLEtat #GreveEnseignants

## Ammy Baba Cisse



Le Ministre de la Communication demande aux professionnels des médias d'aider à apaiser le climat social.

Les 15000 volontaires est un plan B que le gouvernement dit ne pas souhaiter appliquer si les syndicats acceptent.

Le gouvernement espère que les 54427 enseignants n'iront pas tous en grève parce que les salaires seront retenus cette fois-ci.

Le gouvernement reconnaît la légalité des revendications des syndicats d'enseignants.

## Moussa Mara



J'ai participé à la réunion organisée par la Minusma entre la délégation du Secrétaire Général Adjoint des Nations Unies, en visite au Mali, et des acteurs politiques pour échanger sur la situation socio politique et sécuritaire du pays. J'ai plaidé pour une solution malienne.

## Harouna KEITA



@haroun\_keita Mme la Ministre @Safia\_Boly a accordé une audience aux lauréats du Numérique. Merci infiniment pour votre accompagnement et vos précieux conseils  
@InvestirauMali @KamissaCamara @MaliMenp

## aBamako



#Mali Ministère des affaires étrangères : Les délices du pouvoir ont-ils enivré Tièbilé Dramé ?  
?..http://news.abamako.com/h/228530.html

# WESTERN UNION

# WU<sup>SM</sup>

## MONEY TRANSFER

## Vol de deux-roues : Il se fait tirer dessus pour sa moto



Le jeune homme a été évacué à l'hôpital et son engin à deux-roues est partie avec les voleurs. La criminalité est sans cesse en augmentation à Bamako.

**K**avait eu sa moto Djakarta neuve la veille. Un engin tout neuf donc. Le jeune homme était très ami avec la famille D sise à Hamdalaye en Commune IV du District de Bamako. Le très fidèle en amitié avait une habitude sécuritaire : passer pour donner un bonjour matinal chaque jour à la famille D, celle de son ami intime.

Mercredi 29 janvier, à 7 heures, K est arrivé devant le domicile de la famille D. Il n'a pas eu de garder l'engin. En effet, c'est en ce moment que deux gangsters, venus du « haut du quartier » (ouest), ont tiré sur lui pour lui prendre sa moto. K n'a pas été mortellement touché sur ce coup. La balle l'a juste effleuré. Très courageusement, il a donc résisté de toutes ses forces pour garder son engin.

Les criminels ont alors encore tiré sur lui, le touchant sérieusement cette fois-ci. Et cette fois-ci, il a cédé sur la motocyclette, manifestement sous le coup de la douleur. Par contre, il s'est accroché de toutes les forces qui lui restaient pour s'agripper à son sac qui contenait des documents chers. La chance pour lui, si on peut dire ainsi, fut que la scène s'est déroulée devant la famille D et même devant certains membres de cette famille.

En même temps, les deux malfrats étaient poursuivis par les résidents « d'en haut » qui étaient lancés à leur poursuite et qui pointaient derrière à l'horizon en rangeant et en criant. Il semble que la moto qu'ils enfourchaient, ils l'avaient volé là-bas.

Les circonstances, il faisait jour en plus, ont fait que les deux bandits ne pouvaient pas se payer le luxe de perdre du temps, de s'attarder outre mesure. Car une fois pris, c'était la bastonnade jusqu'à ce que mort s'en suive. En effet, il n'y a aucun commissariat de police ou de gendarmerie dans les parages. La mort était certaine en cas de prise.

Les criminels ont donc préféré lâcher la moto usagée pour partir avec celle qui était toute neuve ; puisque acquise la veille seulement. La famille D, les voisins et les poursuivants, de leur côté, étaient plutôt inquiets pour la vie de K. Il fallait vite le transporter de toute urgence à l'Hôpital Mère-Enfant pas très loin des lieux.

Sa vie ne serait pas en danger. Mais, certains membres de la famille D sont restés traumatisés. « Nous ne sommes pas en sécurité », répétait une jeune femme de la maison.

■ Amadou TALL

## Disparition de Birama Touré : 4 ans après, le dossier ne bouge pas selon Boubacar Yalcouyé



Le journaliste Birama Touré a disparu dans des conditions non encore élucidées. 4 ans après les proches et ses confrères sont dans le dilemme total. Ce dossier défraie toujours la chronique. Que s'est-il réellement passé ce jour ?

**P**our réaffirmer leur solidarité des confrères, des parents demandent que justice soit faite. Perdre un être dans des circonstances impénétrables est difficile à digérer. A rappeler que Birama Touré travaillait au siège de l'hebdomadaire le Sphynx. Le directeur de publication de cet organe est toujours exilé depuis plusieurs mois en France pour raison de sécurité. Un confrère insista que : « Nous voulons savoir ce qui est arrivé à Birama Touré ».

Pour le président du Mouvement de protection de la presse contre les violences, l'enquête n'avance pas du tout. « Nous estimons en réalité que le dossier ne bouge pas, parce que depuis sa disparition jusqu'à ce jour, nous n'avons jamais eu la moindre information des autorités, particulièrement de la justice », dénonce Boubacar Yalcouyé.

Ce dernier a fait des révélations remarquables dans son journal sur cette affaire. Boubacar Yalcouyé évoque l'une des hypothèses. « Au regard de la façon dont notre confrère a réellement disparu, nous pensons également en réalité à des règlements de compte politiques qui sont quand même à la solde de tout ça. ».

Le Mouvement de protection de la presse contre les violences a décidé de se porter partie civile dans ce dossier où élus et hommes en uniformes ont été cités par la presse.

■ Ibrahim Sanogo dit Oliver

Abonnez vous à votre journal numérique

# Malikilé

pour recevoir les dernières informations



## Mali / Production minière : 1,94 millions de tonnes de concentrée de lithium



La mine de lithium Bougouni pourrait produire 1,94 million de tonnes de concentré de lithium sur une durée de vie minimale de 8,5 ans, selon l'étude de faisabilité publiée lundi par Kodal Minerals pour ce projet qu'il développe au Mali.

Selon les estimations de l'étude, la mine devrait produire annuellement 220 000 tonnes de concentré de spodumène sur toute sa durée de vie. Il faudrait un investissement de 117 millions de dollars pour développer le projet, dont l'exploitation devrait débuter au second semestre 2021. Ce capital sera récupéré au bout de 1,7 an, avec des revenus estimés à plus de 1,4 milliard de dollars sur les 8,5 ans de vie.

Kodal Minerals a déposé une demande de permis d'exploitation minière auprès des autorités maliennes. En attendant l'obtention de cette licence qui, sous réserve d'un financement, permettra de commencer la construction, la compagnie prévoit de continuer ses activités d'exploration afin d'accroître les ressources du projet.

## Equipements Militaires : L'armée malienne réceptionne 15 véhicules blindés

Un premier lot de 15 véhicules blindés de type Cougars sur un parc attendu de 30 blindés a été offert à l'Armée malienne, le mardi 28 janvier 2020, par les Emirats Arabes Unis.

La réception de ces engins blindés a été faite par le Directeur du Matériel, des Hydrocarbures et du Transport des Armées, le Général de Brigade Moustapha Drabo, à l'Aéroport International Président Modibo Kéita de Bamako. Cette acquisition viendra renforcer davantage les capacités opérationnelles des FAMA en vue de mieux faire face aux ennemis de la paix. L'Ambassadeur du Mali aux Emirats Arabes Unis, M. Boukary Sidibé, présent à la réception de ces engins blindés, a vivement salué la coopération fructueuse existant entre les deux pays frères. Le Diplomate malien a clairement expliqué que la présente réception a été possible grâce aux efforts louables des plus hautes autorités du pays dans l'optique de doter notre armée des moyens adéquats et adaptés à la situation. Le Directeur du Matériel, des Hydrocarbures et du Transport des Armées, le Général de Brigade Moustapha Drabo a, pour sa part, remercié

## Détérioration des mœurs : Démantèlement d'un réseau d'homosexualité en commune II



L'administration administre une «thérapie de conversion» censée « transformer nos garçons en homosexuels ». Pour changer d'orientation sexuelle, un réseau bien implanté à Bamako en Commune II du district de Bamako, recrute les enfants de 13 ans à 18 ans, les embrigade en vue de les faire suivre une « thérapie de conversion » ou « thérapie de réorientation sexuelle ». Des pratiques thérapeutiques, prétendant faire changer d'orientation sexuelle de ces garçons.

Objectif : faire de ces garçons des homosexuels en leur administrant des piqûres et des comprimés qui les transforment en Homosexuels.

Un réseau de ces homosexuels vient d'être démantelé par les éléments de la police du 3ème Arrondissement de Bamako.

■ Source: Kojugu-Keleba'a



le Prince Héritier des Emirats Arabes Unis, cheikh Mohamed ben Zayed Al Nahyan pour tout le soutien qu'il ne cesse d'apporter au Mali et à son armée.

« Ce soutien qui s'est beaucoup renforcé récemment, se concrétise aujourd'hui par la donation d'une quinzaine d'engins blindés, sera un apport capital pour notre Armée nationale », a-t-il indiqué.

Selon lui, ces engins blindés permettront d'une part d'améliorer la protection de nos unités contre les Engins Explosifs Improvisés (EEI) et les embuscades et d'autres parts d'améliorer la mobilité de nos hommes sur le terrain.

■ Forces armées maliennes

## Législatives 2020 : Une candidature de Bakary Togola est-elle jouable ?



**E**n détention pour détournement présumé de fonds des paysans cotonculteurs, le riche Bakary Togola est privé de liberté mais point des ambitions politiques qu'il nourrissait dans le cadre des législatives. Après un rôle prépondérant dans la réélection d'IBK en 2018, il pointait notamment le nez pour un siège parlementaire à Bougouni avant d'être fauché par la tournure rocambolesque des événements.

Mais il nous revient que Bakary Togola pourrait bel et bien être en lice à Bougouni pour le compte du RPM et en compagnie du député sortant Zoumana N'Tji Doumbia comme colistier. En tout cas, la partie semble légalement jouable car les droits civiques de l'individu, selon la législation malienne, demeure saufs tant qu'ils ne sont pas compromis par une condamnation définitive. Mais en plus d'un mandat parlementaire, une candidature de Bakary Togola aux législatives pourrait également servir de créneau pour sa libération. Car une fois élu, l'intéressé bénéficie automatiquement de l'immunité parlementaire en vertu de laquelle l'Assemblée nationale peut exiger son élargissement. Quant à ses arguments politiques, on peut en juger par le lever de bouclier que son incarcération a provoqué dans les contrées paysannes de Bougouni.

## Côte d'Ivoire : Depuis Paris, Soro révèle le deal entre Ouattara et lui



**C**e mardi, Guillaume SORO reçoit la presse française et répond à la question de savoir quel deal le liait à Alassane OUATTARA : " M. Ouattara m'a fait 3 promesses devant Blaise Compaoré, si je venais à le faire Président :

1- Il devrait me reconduire comme Premier Ministre jusqu'en 2015. Il n'a pas tenu.

## Défaite du Djoliba AC : Des supporters blessés dans l'âme



« On est encore éliminé, chaque fois, c'est la même chose. Je suis triste ». Ces propos de Mamadou Traoré, un grand inconditionnel du Djoliba, résume parfaitement le sentiment des supporters, après l'élimination des Rouges par Al-Nasr de Libye. Vêtu de vert et rouge, les couleurs de son équipe, Mamadou Traoré était en larmes quand nous l'avons croisé dans les gradins, quelques minutes après la fin du match. « La sortie sur blessure d'Emile Koné a déstabilisé la défense. L'équipe a perdu sa sérénité défensive et ce que je craignais est arrivé. C'est triste de quitter la compétition comme ça », a ajouté Mamadou Traoré, menuisier de son état. Mais si les inconditionnels étaient dans leur grande majorité déçus de l'élimination des protégés du coach Georges Kouadio, ils ont tout de même tenu à manifester leur soutien à l'équipe. Ainsi, après la rencontre, plusieurs supporters sont restés dans les gradins et ont ovationné le capitaine Seydou Diallo et ses coéquipiers au moment où ces derniers rentraient dans les vestiaires. Un comportement qui a été salué par le président des supporters du Djoliba, Arouna Vieux Diallo. « Je félicite tous les supporters pour leur mobilisation, les dirigeants, les joueurs et leur encadrement. Pour arriver à ce niveau, il a fallu se battre, mettre les moyens qu'il faut, se donner la main, je pense qu'on a fait un pas. Notre objectif en début de saison était la qualification pour la phase de poules et cet objectif est atteint. Certes, on aurait aimé aller plus loin, mais je pense que le bilan n'est pas négatif. Il faut tirer les enseignements et se remettre vite au travail », a déclaré Arouna Vieux Diallo. Le président des supporters du Djoliba ajoutera : « Le rôle d'un supporter, c'est de soutenir son équipe, faire bloc derrière elle en toute circonstance, surtout dans les moments difficiles ce soir (dimanche, ndr). C'est dans la défaite qu'on peut construire la victoire. Je demande à tous les supporters de continuer à soutenir cette équipe car il y a d'autres compétitions comme le Championnat et la Coupe du Mali qui restent des objectifs ». Pas sûr que ce plaidoyer de Vieux Arouna Diallo suffise à faire oublier cette soirée cauchemardesque pour la famille rouge.

■ **Boubacar KANTÉ**

2- Il devrait me faire N°2 du RDR. D'ailleurs le poste de vice-président créé en 2008 m'était réservé. Il n'a pas tenu.

3- Il devrait faire 1 seul mandat et me soutenir à être Président en 2015. Il n'a pas tenu. "

Source : Direct vidéo sur la page officielle Guillaume Kigbafori Soro.



## Soldats en route pour Kidal : La longue escale de Gao



**A**nnoncé en grande pompe et salué par tous, le départ pour Kidal de nos soldats (même s'il ne s'agit que d'un bataillon de l'armée reconstituée) semble connaître quelques difficultés. En effet, ils sont, depuis bientôt deux semaines, stationnés (pour ne pas dire bloqués) à Gao attendant, on ne sait plus, quelle consigne.

Pire, les soldats, qui avaient été informés de leur départ pour la capitale de l'Adrar des Ifoghas, n'ont plus d'information sur le sujet en dépit des rassemblements qu'ils tiennent, tous les matins, au camp militaire de Gao ; et le découragement commence à gagner certains parmi eux.

Ils se posent des questions. Ils se demandent ce qui explique un tel retard et aussi un assourdissant silence de la part de la hiérarchie. Et, naturellement, les supputations et autres allégations commencent à aller bon train.

D'aucuns pensent que c'est une question d'équipements et d'engins qui arrivent de Mopti, d'autres pensent qu'il reste des questions politiques à gérer. Les plus sceptiques et pessimistes expliquent que c'est «lyad qui bloque», convaincus qu'ils sont, que sans l'accord explicite de ce dernier, aucun militaire n'ose se rendre à Kidal. Des affirmations d'autant plus que convaincantes quand on sait que le gouvernement a avancé la date du 1er février pour l'arrivée des FAMA (Forces armées maliennes) à Kidal.

Pour le moment, ce que l'on sait, c'est que nos soldats attendent à Gao pour rallier Kidal, et que si l'on n'y prend garde, on pourrait ne pas obtenir l'effectif nécessaire car certains ont décidé de ne plus faire le voyage. Pour des raisons diverses.

À suivre.

■ MT

## Regain de tensions au Centre : Le camp de Sokolo « assiégé » par les djihadistes, du matériel « emporté » à Sarakala



**L**e camp de Sokolo, dans la région de Ségou, a été de nouveau assiégé par des présumés terroristes ce mercredi 29 janvier 2020. L'incident intervient trois (03) jours après l'attaque de dimanche dernier contre le même camp, a fait une vingtaine de morts. Selon des habitants, un autre check-point de la gendarmerie, appelé « Point A », situé à Sarakala, à 15 kilomètres de Sokolo, a été la cible d'une attaque mercredi 29 janvier 2020.

Les terroristes sont donc retournés ce mercredi 29 janvier nuit dans le camp de l'armée malienne à Sokolo. Ils ont occupé les lieux pendant des heures, selon des témoins. Les mêmes sources affirment que « Les habitants se sont terrés chez eux toute la nuit ».

Au même moment, une autre position de la gendarmerie, appelée « Point A », a aussi été attaquée. Cet incident s'est déroulé à Sarakala, sur la route de Niono dans la région de Ségou. Selon des témoignages, « les assaillants sont plus d'une cinquantaine d'hommes armés ». Ils auraient emporté avec des véhicules militaires, des armes, dont des fusils à précision 12.7. Les autorités militaires n'ont pas souhaité commenté ces informations.

Ces incidents interviennent trois (03) jours après l'attaque du camp de la gendarmerie de Sokolo, qui a fait au moins 20 militaires maliens tués. Rappelons que cette semaine, le gouvernement a annoncé, dans un communiqué, que des renforts ont été dépêchés sur les lieux et un ratisage de tous les secteurs avec des avions militaires aurait été effectué.

A Sokolo « les populations se sentent abandonnées » depuis le départ des forces de défense et de sécurité, selon des sources locales. Selon elles, « la population informe très souvent les forces présentes dans la zone, mais ces derniers n'exploiteraient pas ces informations comme il faut ». Cette situation nuit à la collaboration entre la population et les forces de sécurité, regrettent certains habitants.

**malikile.com**  
LA PREMIÈRE PLATEFORME DE DISTRIBUTION DE COMMUNIQUÉS ET DE RELATION MÉDIAS ET BIEN D'AUTRES SERVICES !

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !

**MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER**

## Conseil d'Administration du CENOU : Les conditions des étudiants au cœur des préoccupations



Dans le cadre du renforcement des capacités des universités, le représentant du ministre l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, à l'occasion de la 19ème session ordinaire du Conseil d'Administration, a annoncé, hier, le budget prévisionnel 2020 du Centre National des Œuvres Universitaires, (CENOU) estimé à 22 milliards de FCFA.

**C**ependant, la présence session ordinaire du Conseil d'Administration du Centre National des Œuvres Universitaires est consacré entre autres, à l'adoption du procès-verbal de la 18ème session ordinaire du

conseil d'administration du CENOU, l'état d'exécution de recommandations, l'examen et l'adoption du programme d'activité 2020, a souligné Pr Drissa Diallo.

« Cette rencontre a porté, à cet effet, sur l'évaluation et l'adoption du rapport financier 2019 et l'adoption du rapport financier 2019 et l'adoption du projet de budget 2020 », a-t-il précisé.

Pour ce faire, il a indiqué que les activités programmées et exécutées en 2019 peuvent se résumer aux points suivants notamment la bancarisation à 100% et la réduction du temps de traitement des allocations financiers des étudiants, l'amélioration des conditions d'hé-

bergement, de restauration et le transport des étudiants. Ensuite, elles découlent la sécurisation des résidences universitaires, la prise en charge sociale et sécuritaire des étudiants. Enfin, elles peuvent se resserrer à participation aux activités sportives et culturelles entre autres, a-t-il poursuivi.

Au titre des réalisations, dira-t-il, les missions d'échanges d'expérience sur le système de dépôt des demandes de bourse en ligne et la gestion de la bancarisation avec les Centres des Œuvres Universitaires du Sénégal et du Togo du 17 au 23 mars 2019. Aussi, selon Pr Drissa Diallo, il s'agit de l'organisation de sessions de formation pour certains agents du CENOU, la participation à des activités en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso, la subvention à hauteur de 40% du prix du plat dans les cantines universitaires et l'évaluation et l'adoption du rapport financier 2019 et du projet de budget 2020 entre autres.

Par ailleurs, la consolidation de ces acquis et le souci permanent de l'amélioration des conditions de vie et d'études des étudiants doivent guider nos actions et l'initiative en 2020, a affirmé le DG du CENOU, Colonel-Major Ousmane Dembélé. « Nous avons amélioré les conditions et les capacités d'hébergement des étudiants. Maintenant, le Wifi sera disponible de l'ensemble des cités car les travaux sont en cours » a-t-il expliqué.

En parlant des difficultés, au cours de cette année, les ressources mises à notre disposition ne peuvent pas couvrir tous nos activités que nous avons comme travaux, a conclu le DG du CENOU.

■ Ibrahim Sanogo





## Recettes de 2019 des Domaines : Enfin, la barre des 100% touchée !

**Le service des domaines a joué sa partition en renflouant les caisses du Trésor public malien, en donnant une chance de réalisation à tous les projets de société du Président de la République, Ibrahim Boubacar Kéita. Pour preuve, au titre de l'année 2019, la Direction nationale des Domaines a pu équilibrer la balance, pour la première fois depuis 7 ans, entre les prévisions et les fonds réalisés sous la Direction d'Ibrahim Simpara.**

L'information est tombée le 24 janvier 2020, à l'issue de la réunion du Plan de Trésorerie des Domaines. Il ressort de cette réunion que la Direction nationale des Domaines maliennes a réalisé 123 522 000 000 de F CFA, au titre de l'exercice 2019, contre une prévision annuelle rectifiée de 173 365 000 000 de F CFA.

Ainsi, il apparaît que les objectifs de recettes assignés à la direction sont atteints car ladite prévision annuelle de ressources budgétaires incluait, pour un montant de 50 000 000 000 de F CFA, le prix de cession de la 4ème licence de téléphonie, dont le processus d'octroi n'a pas pu aboutir au cours de l'exercice de 2019. Ce bilan satisfaisant est le résultat du bon coaching du Directeur national des Domaines qui a su galvaniser sa troupe à tous les niveaux.

Selon nos informations, les Domaines maliens n'avaient pas atteint un tel niveau de mobilisation des recettes depuis 2012, soit depuis 7 ans. C'est dire qu'avec l'arrivée d'Ibrahim Simpara à la tête des Domaines, cette contreperformance des Domaines semble, de plus en plus, vaincue.

Pour arriver à ce résultat salubre, plusieurs réformes importantes ont été initiées avec l'appui du projet à la mobilisation des recettes intérieures (PAMORI) phase II. Elles concernent, entre autres : l'élaboration des procédures de gestion domaniale et foncière, la gestion du changement, la dématérialisation des dossiers fonciers et techniques ; l'interconnexion de l'ensemble des domaines ; la mise à niveau des infrastructures, notamment

le Data-Center et la mise en place du système d'informations sur les titres fonciers et l'immobilier (SITFI).

Ainsi, concernant l'élaboration des procédures, la direction nationale des domaines a identifié 377 procédures d'affaires dont certains ont été entièrement élaborés et d'autres sont à compléter ou à élaborer. Ces procédures ont été classées en 5 priorités ; celles de la première sont rattachées au métier (business) et la deuxième concerne les recettes et l'informatisation du métier. Les autres sont liées au contrôle interne, à la gestion des biens matériels, à l'archivage, à la gestion du personnel et à la communication. Pour le cas spécifique

de l'informatisation, toutes les procédures de priorité I sont élaborées, celles des autres sont en cours. L'élaboration desdites procédures a permis d'harmoniser les pratiques de gestion foncière et domaniale dont la disparité constituait une source d'insécurité et de litiges fonciers au niveau des bureaux des domaines et du cadastre.

Au titre de la gestion du changement, une stratégie de gestion et un plan d'actions pour l'implantation du système d'informations sur les titres fonciers et l'immobilier (SITFI) ont été élaborés. Le plan d'actions a été bâti autour de 5 axes que sont : accompagnement et soutien/ pilotage, communication, formation et développement de compétence, organisation du travail et procédure, développement et mise en production de l'application.

■ Ibrahim Sanogo



## Sécurité-Economie-Social : Le Mali s'enfonce dans les crises !



**L**e Mali est actuellement écartelé entre trois crises majeures. A la situation sécuritaire s'est greffée la crise scolaire et une crise économique sans précédent.

Après un premier mandat (5 ans) et 16 mois après la réélection de Ibrahim Boubacar Keita, le Mali va mal. L'insécurité a atteint son paroxysme : Les deux-tiers (Nord et Centre) du territoire sont laissés à la solde des rebelles et/ou terroristes-djihadistes, des groupuscules et des milices armés... l'économie va à vau-l'eau ! La crise scolaire a, encore, repris avec des projections de grèves par le collectif des syndicats des enseignants signataires du 15 octobre 2016.

### Faillite sécuritaire

En matière de sécurité ? Le président Ibrahim Boubacar Keita a brillé par son incapacité à faire revenir la paix au Mali. Son règne est, à n'en pas douter, l'un des plus meurtriers de l'histoire du Mali.

La situation sécuritaire dans le Nord et le Centre reste préoccupante. En effet, l'insécurité s'est accrue dans une grande partie du pays, et n'a pas reculé d'un iota. Et au-delà des régions du Nord qui sont sous le contrôle ou la menace constante des groupes armés dont la CMA (signataire de l'accord de paix), terroristes et djihadistes. Ceux-ci ont étendu leur terreur jusqu'au Centre et au Sud du pays en instaurant une insécurité chronique dans les régions

de Ségou, Mopti, Koulikoro.

Ainsi, les régions du Nord, ainsi que le Centre, sont pris en tenaille par ces nébuleuses qui s'en prennent soit à tout ce qui est représentation de l'Etat, soit aux forces opérant sur le terrain, notamment les FAMAs et la MINUSMA. Toutes ces forces n'arrivent pas pour autant à empêcher la propagation des foyers de violence et, plus largement, dans ces régions. Mines, embuscades, attaques kamikazes, tirs de mortiers, l'amplitude de ces attaques ne faiblit pas et à cela s'ajoutent des conflits intercommunautaires et des assassinats ciblés contre des populations civiles. La contagion d'insécurité se propage du Nord au Sud du pays dans un mouvement qui semble irrésistible. Ce phénomène a commencé il y a plus de trois ans par l'effondrement de la sécurité dans la région de Mopti. La loi, l'ordre et ce qui restait de l'appareil de l'Etat malien dans cette région fortement peuplée se sont retirés. En outre, ces groupes règnent en maître absolu au plus grand désarroi des populations.

La situation explosive dans la région de Mopti n'a pas reçu l'attention nécessaire et le traitement adéquat d'un pouvoir qui a montré ses limites. À Bamako les autorités semblent dépassées à la fois par l'ampleur des dégâts et la tournure dramatique des événements.

Ainsi, au fil des années (2015-2019), la violence est montée crescendo pour atteindre les pires proportions. Aujourd'hui, plusieurs localités de Mopti sont totalement ou partiellement

occupées par une meute en armes, des hommes de Hamadoun Kouffa, des bandits armés et milices armées qui appliquent leur loi en occupant systématiquement le terrain. Les administrateurs civils, les enseignants, les agents de santé et autres représentants de l'administration publique ont déserté une grande partie du Centre. L'Etat n'y est quasiment plus représenté qu'à travers quelques postes militaires, si éparpillés et limités sur le plan opérationnel qu'ils ne gênent pratiquement en rien les terroristes-djihadistes dans leurs actions. Les populations sont prises en otage, elles n'ont plus le droit de franchir des limites fixées par les occupants. Toute personne, soupçonnée ou accusée de collaboration avec l'administration, est sévèrement punie. Face à la situation et l'incapacité de l'Etat, les populations ont décidé de prendre leur destin en main, autrement dit se défendre par tous les moyens. Ainsi, des groupes et milices d'auto-défense, de groupuscules de règlements de comptes se créent à travers la 5ème région. De même, s'est développée une haine accrue à l'égard de la communauté peuhle. Un Etat qui ne peut protéger les populations. Celles-ci se meurent, particulièrement les populations implantées dans les cercles de Ténenkou, Youwarou, Douentza, Bankass et Mopti. A longueur de journée, elles font l'objet d'exactions de toutes sortes : meurtres, assassinats, coups et blessures, enlèvements de bétails, vols d'engins et d'objets de valeurs de la part des rebelles, des djihadistes et autres bandits de grand chemin. Même Bamako n'est pas épargné. La capitale, elle aussi, est en proie à une insécurité galopante. Crimes crapuleux, attaques et braquages deviennent le lot quotidien des populations de la capitale.

### Marasme économique

La crise sécuritaire a eu des répercussions graves sur notre environnement économique. Les recettes de l'Etat étant principalement basées sur la fiscalité intérieure, les entreprises locales fléchissent sous le poids des impôts, des emprunts des banques, de la crise énergétique...

Il n'était plus un secret pour la majorité des Maliens que les entreprises souffrent. Même le citoyen lambda, qui n'a rien à voir avec ce secteur, chacun se plaint à son niveau à cause



de l'argent qui se raréfie, le boutiquier du coin ou la vendeuse de condiments au marché se plaignent de la mévente par manque d'une clientèle introuvable.

Le véritable cri d'alerte est venu du Conseil national du patronat du Mali (CNPM), en septembre 2019. C'était au cours d'une visite du ministre de l'Investissement privé, des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Entrepreneuriat national, Mme Safia Bolly, au siège des créateurs d'emplois et de richesses du pays. Ces derniers ont entretenu l'hôte du jour sur le marasme économique et les multiples difficultés qui frappent de plein fouet les entreprises nationales. Conséquences : beaucoup sont en train de fermer boutique ou migrent tout simplement vers les pays limitrophes.

En cause, l'insécurité mais aussi d'autres facteurs conjoncturels comme le taux exorbitants des emprunts bancaires jugés comme l'un des plus élevés dans la sous-région, la crise de l'énergie et son coût prohibitif, le non-paiement de la dette intérieure ajoutée à la pression fiscale, aux agios des banques, l'insécurité judiciaire, la corruption, entre autres.

Beaucoup d'opérateurs économiques maliens disent tirer le diable par la queue, à ces jours. Plusieurs entreprises, des PME-PMI ont mis la clé sous le paillasson. Parmi elles, il y a

des alimentations, boulangeries ou sociétés de négoce, de distribution.

Les conséquences de cette situation de paupérisation générale sont notoires : conflits sociaux, déstabilisation des foyers, banditisme, déperdition des enfants. Sans commentaire ! Au même moment, beaucoup d'entreprises ont été obligées de mettre leurs agents au chômage technique, ainsi des populations sont privées de leurs revenus. Pour tous, les difficultés s'accumulent. Et pourtant, le gouvernement a toujours vanté les performances de notre économie, qui est la 3ème de la zone UEMOA, avec son corollaire de 5 % de croissance. Donc la crise de trésorerie, qui est une réalité indéniable, ne pourrait résulter que de la mal gouvernance et non d'un manque de ressources financières.

Il y a aussi le coût social de cette calamité économique. En plus du manque à gagner pour l'Etat, les énormes pertes d'emplois vont déboucher sur d'autres crises sociales difficilement gérables.

## Année scolaire menacée ?

En effet, les manifestations, grèves et revendications estudiantines et celles de plusieurs groupes de pression tels que les syndicats enseignants, les collectifs de vacataires et les

promoteurs d'écoles privées se sont intensifiées. La tension n'a cessé de monter sur le front scolaire entre les acteurs de l'éducation et le gouvernement. Une situation qui résume à elle seule l'échec d'un président de la République qui avait pris plusieurs engagements dans le domaine de l'Éducation. Des engagements qui ne sont nullement respectés.

Aussitôt après la rentrée scolaire, le bras de fer a repris entre les enseignants et le gouvernement. La crise actuelle déclenchée depuis octobre a connu ces dernières semaines une montée d'adrénaline avec des manifestations de rues des acteurs du secteur. Un mouvement de protestation que soutiennent plusieurs couches sociales. En effet, le collectif des syndicats des enseignants signataires du 15 octobre 2016, après plusieurs grèves dont une en cours, ont battu le pavé, le jeudi 24 janvier dernier, à Bamako et dans plusieurs localités (les capitales régionales, les cercles et arrondissements). Les manifestants exigent l'application immédiate de l'article 39 de la Loi N°2018-007 du 16 janvier 2018 portant Statut du personnel enseignant de l'Enseignement secondaire, de l'Enseignement fondamental et de l'Éducation préscolaire et spéciale...

■ Mohamed Sylla





## Me Mountaga Tall : « La corruption est érigée en mode de gouvernance... »

Le président du Congrès national d'initiative démocratique (Cnid-Faso Yiriwa Ton), Me Mountaga Tall, a présenté ses vœux de Nouvel An 2020 à la presse, le mercredi 22 janvier dernier. Il a profité de cette occasion pour se prononcer sur certains grands sujets d'actualité.

Le président du Cnid-Faso Yiriwa Ton a profité de cette présentation de vœux à la presse pour faire une rétrospective des activités du parti et surtout se prononcer sur plusieurs sujets d'actualité dont, entre autres, la crise politique que traverse le pays, le dialogue national, la situation de la presse, etc.

Aux dires de Me Tall, le Mali est victime d'abord de ses dirigeants et du comportement de certains politiques : « La trahison, les retournements spectaculaires de veste, la mauvaise gestion et les détournements de deniers publics, les invectives, l'implication de responsables de haut niveau dans des scandales financiers, la non-prise en compte des besoins du plus grand nombre, l'abandon de nos valeurs sociétales, culturelles et religieuses... ont fortement altéré l'image de l'homme politique ». En outre, il a déploré que la corruption politique, économique soit érigée en mode de gouvernance : « Cet état d'esprit a gangréné dangereusement tout le système de gouvernance : processus d'élections, éducation et enseigne-

ment supérieur, les passe-droits, les nominations, les promotions ».

Le dialogue national inclusif (DNI) ? Le président du CNID a fait part de sa déception sur les résolutions : « Le CNID-FYT et moi-même n'y avons pas participé et avec les partenaires du Front pour la sauvegarde de la démocratie (FSD), mais nous avons exposé nos griefs, craintes et appréhensions ». Il a rappelé que le DNI a abouti à quatre résolutions qui sont pour lui des truismes. Selon Me Tall, au-delà d'une couteuse communication en temps et en moyens financiers qui se poursuit d'ailleurs, le DNI n'a abouti à aucune avancée significative », a-t-il martelé.

Concernant la situation de la presse, le président du CNID a salué l'évolution positive enregistrée par notre pays l'année dernière, en matière de liberté de la presse. Le Mali occupe actuellement la 112e place sur 180 pays classés, contre le 115e rang en 2018, soit une amélioration de 3 points. Cependant, cette amélioration ne doit pas cacher les contraintes auxquelles restent confrontés les organes médiatiques écrits et audiovisuels. Aussi, Me Tall, a, à nouveau, demandé la dépénalisation des délits de presse. Il a profité de cette occasion pour plaider pour l'indépendance économique des journalistes. Ainsi, le président du CNID a demandé l'augmentation de l'aide à la presse, ainsi que la punition des auteurs des atteintes à la presse. Par ailleurs Me Tall a interpellé le gouvernement sur la crise scolaire...

■ Mémé Sanogo





## Stabilisation du Mali : Une approche constructive



Après sa mission à l'intérieur du Mali, le Secrétaire général adjoint aux opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix a organisé une conférence de presse, jeudi 30 janvier 2020, à l'hôtel Sheraton. Il s'agissait de d'expliquer les actions menées par cette organisation internationale au chevet du Mali depuis le début de la crise multidimensionnelle que traverse notre pays.

**D**ans son exposé, Jean-Pierre Lacroix a remercié les acteurs politiques avec lesquels ils ont eu des discussions franches pour une sortie de crise.

« L'objectif de cette visite est de faire le point mais surtout de voir comment nous, aux Nations Unies et la MINUSMA, mais aussi avec nos partenaires, comment nous pouvons accompagner les efforts qui sont en train d'être faits pour ramener la paix et la stabilité au Mali. C'est dans cette perspective que nous sommes allés à Gao et aussi dans le Centre, à Mopti. Nous avons rencontré la société civile et les représentants des autorités. J'ai rencontré le Premier ministre ainsi que plusieurs mi-

nistres. Ce qui ressort est qu'il y a bien sûr des défis en matière de sécurité, des efforts qui sont encore importants dans le domaine de la mise en œuvre de l'Accord de paix et la situation au Centre, mais il y a aussi des perspectives. Il y a aussi des pistes qui sont encourageantes », a-t-il précisé.

D'abord, il y a le Dialogue national inclusif qui a donné lieu à une large consultation et dont je crois qu'il est jugé positivement par une très large majorité des interlocuteurs que nous avons rencontrés.

Mieux, il ajoutera que « Je crois aussi qu'il a donné lieu à une large socialisation de plusieurs questions auprès des participants, auprès de la population malienne, y compris l'Accord de paix ».

Il a maintenant la perspective de la mise en œuvre des conclusions du Dialogue inclusif et notamment la perspective prochaine de la tenue des élections pour lesquelles les Nations unies seront en soutien naturellement pour que ces élections se tiennent dans les meilleures conditions possibles, meilleures conditions de sécurité possibles, meilleures conditions d'in-

clusivité à la fois s'agissant de l'ensemble des régions du Mali, mais également la participation des femmes, des déplacés, pour que ce soit une consultation qui puisse réellement donner un nouvel élan, aussi créer des bases pour la mise en œuvre d'autres éléments importants comme les réformes institutionnelles.

Il y a aussi des perspectives encourageantes en ce qui concerne le redéploiement de plusieurs unités des Forces armées du Mali, les FAMA reconstituées à Kidal, à Gao, à Tombouctou, à Ménaka. Je suis convaincu que ce sera une étape extrêmement importante sur les plans sécuritaire, politique et symbolique. Vous le savez, les Nations unies sont totalement en soutien de cette démarche, à la fois un soutien politique, mais aussi pratique et logistique important depuis le début, et nous allons continuer.

Il y a la situation au Centre. A Mopti, nous avons rencontré les représentants de la société civile très nombreux, de plusieurs cercles et plusieurs régions du Centre. Ils nous ont exprimé leur reconnaissance et leur appréciation pour ce que fait la MINUSMA. Et là, ce n'est pas moi qui parle. Ce sont vraiment eux qui nous ont dit qu'ils appréciaient ce que nous faisons, qu'il y avait plusieurs zones où ils reconnaissaient qu'il

y avait eu des progrès en matière de sécurisation mais aussi pour amener des appuis sous forme de projets concrets au bénéfice de la population grâce à l'action de la MINUSMA qui travaille toujours en étroite liaison avec les autorités nationales et locales, mais aussi les populations et la société civile. Dans le Centre, nous avons aussi entendu des attentes de la part de ces représentants et aussi des critiques. Tout cela, nous l'avons pris comme un encouragement à faire plus, à faire davantage et à faire mieux.

Par ailleurs, il a évoqué qu'à Gao, « nous avons aussi rencontré des représentants de la population qui ont aussi exprimé ces sentiments positifs sur l'action de la MINUSMA et qui nous ont dit qu'eux étaient les premiers concernés par l'action de la MINUSMA. On l'a aussi entendu dans le Centre. Ils vivent des situations difficiles et compliquées et sont bien placés pour mesurer ce que l'on fait et sont bien placés pour nous dire certaines attentes et certaines critiques. Tout cela, encore une fois, nous le recevons dans une approche constructive parce que notre but est de soutenir les efforts en cours et de soutenir la population », a-t-il dit. La MINUSMA est sollicitée. Vous le savez, nous avons maintenant un Mandat pour le Centre et un Mandat pour le Nord et les moyens de la Mission sont toujours les mêmes. Les états membres ne nous ont pas donné davantage de

moyens. Alors nous faisons deux choses. D'abord, nous faisons le maximum pour réorganiser le dispositif afin, malgré ces contraintes de moyens, d'être là où le besoin se fait le plus sentir et d'optimiser nos moyens. Je crois qu'il faut comprendre. Parfois, on voit seulement la composante militaire, et de manière trop exclusive. La MINUSMA c'est un ensemble d'actions avec des civils, des policiers, des militaires qui font beaucoup de travail politique, travail de réconciliation, de soutien aux efforts politique au niveau national à travers l'action de tous les jours de M. Annadif notamment mais aussi des efforts au niveau local, encourager les efforts de réconciliation des communautés, encourager le retour des services, encourager le retour de l'Etat, encourager le retour de la police et des services judiciaires parce qu'il faut que la justice puisse travailler, qu'il y ait pas d'impunité, c'est fondamental.

Nos moyens militaires sont aussi en soutien aux FAMA qui sont dans un processus de reconstruction qui n'est pas facile. Il est d'autant moins facile que les FAMA sont aussi en opération. Je crois qu'il y a peu de cas dans le monde de forces armées qui sont à la fois en reconstruction, et en même temps dans un processus d'opération difficile. Et cela nous le comprenons et encore une fois, c'est un défi. Nous sommes là pour apporter notre concours. « De notre côté, que nous fassions le maxi-

**um pour nous adapter aux circonstances qui changent. Nous avons en cours un plan d'ajustement ou d'adaptation de notre Force qui est au service de l'ensemble de la Mission et au service des Maliens, au service des autorités. J'ai personnellement dit aux états membres qu'il faudrait un effort de leur part sur les ressources pour nous permettre de mener à bien ce plan d'adaptation. Nous avons aussi une exigence qui est de poursuivre et de renforcer cette étroite coopération avec les populations, avec les acteurs locaux. Ce n'est que de cette façon que nous réussirons un effort collectif avec les Maliens, leurs autorités, leurs représentants à tous les niveaux et bien sûr les partenaires qui travaillent à nos côtés que ce soit l'Union européenne ou encore le G5-Sahel, qui connaît une nouvelle dynamique à la suite du Sommet de Pau qui a donné une impulsion et redéfinit les priorités stratégiques. Les Nations unies et la MINUSMA soutiennent le G5-Sahel de manière très concrète. Nous souhaiterions avoir un Mandat pour faire plus mais le Mandat que nous avons, nous voulons le mettre en œuvre pleinement », a-t-il conclu.**

■ Ibrahim Sanogo





## Sommet du Sahel : Des opposants critiquent violemment la France

Les dirigeants africains du G5 Sahel étaient réunis à Pau autour du président français pour un sommet sur la présence française au Sahel dans la journée du lundi. Cependant, malgré le communiqué conjoint avec la France qui a réaffirmé la nécessité de la poursuite des opérations françaises au Mali, la contestation contre le rôle de la France au Sahel ne faiblit pas dans le pays. Allaye Bocoum, militant du parti Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance (SADI), une aile dure de l'opposition malienne, est très remonté contre ce sommet.

Le sommet de Pau n'a visiblement pas éteint l'ardeur de l'opposition radicale contre la présence militaire française au Mali. Pour Allaye Bocoum, la présence française n'est pas plus utile au Sahel aujourd'hui qu'elle ne l'a été hier. L'opposant malien estime donc que le départ des troupes françaises du Mali est toujours d'actualité selon lui et fustige les décisions de

renforcer la lutte contre le djihadisme dans le Liptako Gourma, la région des trois frontières. Allaye Bocoum dénonce une « manipulation » de la France

Pour l'opposant anti-français, cette décision de se reconcentrer dans la zone des trois frontières n'est ni plus ni moins qu'une « manipulation » de la part de la France et de son président Macron. « Je pense que les efforts n'étaient pas éparpillés car la plupart des actions de la force Barkhane étaient déjà dans cette zone des trois frontières. Le fait de le réaffirmer et de le dire de cette manière reviendrait à reconnaître qu'ils étaient dans un désordre total, ce que nous avons toujours affirmé ». D'autant que cette région où se trouverait déjà Barkhane a été le théâtre de nombreuses attaques meurtrières ces derniers temps.

L'homme a donc réaffirmé son opposition à la présence française au Mali et déclare que cette

présence est totalement inutile et ne sauve en rien le peuple malien. « De toute façon, la présence française, depuis le départ, nous savions qu'elle n'était pas utile. Ce n'était pas pour le peuple malien, ni pour le sauver, ni pour sauver le Mali », affirme l'opposant qui avait déjà marché le 10 janvier dernier à Bamako pour exiger le départ des troupes françaises du Mali.

Il n'y a pas que l'Etat islamique au Grand Sahara

L'homme fustige en outre la version officielle qui justifie la présence française par la présence de l'Etat islamique au Grand Sahara (EIGS). Il estime qu'il n'y a pas que l'EIGS et que cela est juste un alibi pour demeurer dans la région. Il estime en outre que les supposés islamistes sont des Maliens et appelle à un dialogue inter-malien « Ceux qu'ils considèrent comme des islamistes, des djihadistes ou des terroristes, sont des gens avec lesquels ils traitent. Nous réclamons qu'il y ait des discussions et un dialogue direct entre Maliens. Iyad Ag Ghali est un Malien, Amadou Kouffa est un Malien... Il n'y a pas que l'EIGS, ils le disent pour justifier leur présence », martèle-t-il.



## Nigeria : Des étudiants meurent après une partie de sexe à quatre



C'est une énorme tragédie qui est survenue la semaine dernière à Sunshine Lodge, à Ihiagwa, l'une des communautés proches de l'Université fédérale de technologie, Owerri (FUTO), dans l'État d'Imo au Nigeria.

Trois étudiants se sont effondrés et sont décédés alors qu'ils avaient tour à tour eu des rapports sexuels avec une autre étudiante

après avoir pris un mélange de tramadol, de codéine et de vodka. Selon un témoin oculaire, deux d'entre eux sont morts sur le coup, alors que la seule femme parmi eux et un autre étudiant ont été retrouvés inconscients.

Ils ont été immédiatement conduits au centre médical fédéral d'Owerri où ils ont été admis à l'unité de soins intensifs. L'étudiant est décédé plus tard à l'hôpital après l'échec des ef-

forts déployés par une équipe du personnel médical pour le sauver.

L'officier des relations publiques de la police dans l'État, Orlando Ikekwu, un surintendant de la police, a confirmé que les étudiants avaient utilisé des drogues améliorant le sexe lors de leur parade sexuelle.

Selon lui, les membres de la police qui ont évacué les corps ont également récupéré des substances présumées être du chanvre indien et du tramadol.

« Le 2 avril, le gardien de Sunshine Lodge à Ihiagwa a annoncé que les étudiants de l'Université fédérale de technologie d'Owerri étaient engagés dans une aventure sexuelle avec une certaine Onyinyechi Okafor, également étudiante de la même université. »

« Les détectives de police de la division de Nkede se sont rapidement mobilisés pour retrouver les quatre victimes complètement nues et inconscientes. Les victimes ont immédiatement été conduites à la clinique de la police, mais Ugochukwu Kingsley et Aka Uche ont été certifiés morts par le médecin de service. Leurs corps ont été déposés au centre médical fédéral d'Owerri pour autopsie, tandis que leurs familles ont été contactées. La situation de la victime survivante fait toujours l'objet d'une surveillance étroite. »

 **SAER  
EMPLOI**  
SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS

GESTION  
DES  
RESSOURCES  
HUMAINES

Leader des services de Gestion  
des Ressources Humaines  
et Paie en Afrique de l'Ouest



## République de Côte d'Ivoire : L'élection présidentielle s'organise

**L**a Commission électorale indépendante a reçu ce lundi 27 janvier une délégation du Groupe de plaidoyer et d'actions pour une transparence électorale en vue de l'organisation de l'élection présidentielle.

Une délégation du Groupe de plaidoyer et d'actions pour une transparence électorale (GPATE) s'est rendue, lundi, au siège de la Commission électorale indépendante (CEI), sis à Abidjan-Cocody, pour mieux s'imprégner du processus électoral et marquer sa disponibilité à accompagner l'institution en charge des élections. Des policiers anti-émeutes face aux membres du GPS (le parti de Guillaume Soro).

Malgré la promesse d'Alassane Ouattara, l'année 2020 risque d'être tout sauf « paisible »



Pour le président du GPATE, Abraham Yoraubat, il était important de rencontrer les membres de la nouvelle CEI qui vient d'être mise en place.

« Nous sommes rassurés, nous partons rassurés des échanges que nous avons eus avec la commission électorale. Vous savez, tous les espoirs des Ivoiriens sont portés sur cette institution pour conduire le processus électoral à bon port. Notre organisation, en tant que plateforme citoyenne qui œuvre dans le domaine

des droits de l'homme et de la gouvernance électorale, a cru devoir venir se présenter à la nouvelle commission qui vient d'être mise en place et marquer sa disponibilité à œuvrer au renforcement de la confiance et à ce que les élections se passent sans violence, de façon transparente et de façon inclusive », a-t-il indiqué.

Le bureau de la CEI était conduit à cette rencontre par son premier vice-président, Koné Sourou.

## Condamné à la CPI : Bosco Tanganda cite Joseph Kabila comme commanditaire de ses crimes

**C**oup de tonnerre à la CPI, pour réduire sa peine, Bosco Tanganda vient de citer Joseph Kabila comme le principal commanditaire de ses crimes, nous indique une source fiable.

Les aveux de Tanganda pour la réduction de sa peine. Notre source nous indique que le Terminator a donné à la CPI des preuves incriminant directement Joseph Kabila, dans les crimes commis à l'est de la RDC. Tanganda est revenue sur sa première comparution du 26 mars 2013 à la CPI, poursuit notre source, et dit vouloir coopérer avec la justice internationale pour qu'une fois pour toutes la paix revienne dans cette partie de l'Est de la RDC. Bosco a fourni à la CPI, des bordereaux de virement d'argent venant de l'ex-Rais pour la paie de sa milice, de photos des uniformes FARDC, les photos de lui avec Kabila pendant

que le M23 faisait rage à l'est.

Pour Bosco Tanganda, qui n'a plus rien à perdre, Joseph Kabila est le créateur du mouvement M23.

Mandat d'arrêt contre Joseph Kabila

Une source indique qu'un mandat d'arrêt international contre Joseph Kabila est déjà en cours et la CPI demande aux autorités congolaises de coopérer.

Felix va-t-il livrer Kabila ?

Seul Dieu sait ce qui arrivera, puisque la close du deal FCC-CACH était de prime à bord la protection du Clan Kabila pour l'accord de sortie.



## Conakry : « Nul ne dicte à la Guinée ce qu'elle doit faire », Alpha Condé répond au gouvernant français



Le président de la Guinée Conakry, Alpha Condé fustige à nouveau la France ce mercredi 29 janvier 2020 suite à une déclaration d'un ministre français perçue comme une « ingérence ». Pour lui, le pays n'est pas aux ordres d'un quelconque mentor ou autres. Face à la récente déclaration du ministre français des affaires étrangères stipulant que « l'engagement du président Alpha Condé à demander une réforme de la Constitution ne lui paraît pas être obligatoirement partagé ni par sa population ni par ses voisins », le chef d'Etat Alpha Condé a réagi. Selon [africaguinee.com](http://africaguinee.com), voici le contenu de son intervention. « Nous savons les raisons de certaines violences. Depuis l'arrivée de Trump, on n'exclut les gens qui n'ont pas de papiers. Pour ne pas être exclu, on dit que si on retourne en Guinée on a va être massacrés. Mais c'est mesquin. On sacrifie l'avenir les guinéens pour des intérêts égoïstes de quelques personnes, mais nous n'allons pas tomber dans ce jeu. Tous les guinéens sont égaux, ils ont droit à la prospérité, ils ont droit à bénéficier des fruits de notre développement. Bien sûr que nous sommes encore loin, mais la Guinée a un bel avenir () La Guinée a une tradition d'indépendance et

de souveraineté. Nous faisons ce que le peuple de Guinée veut. En 1958, nous avons osé dire NON pour prendre notre indépendance. Malgré tous les risques, mais nous sommes toujours debout. Donc, nous discutons avec nos partenaires, nous écoutons leurs conseils, mais personne ne dicte à la Guinée ce qu'elle doit

faire. C'est le peuple de Guinée qui décide de son avenir, il faut que ça soit très clair pour tout le monde. Ça c'est l'histoire de la Guinée depuis 1958, ce n'est pas Alpha Condé. Mais nous sommes contents quand on nous parle de nos erreurs parce que c'est en les corrigeant qu'on avance. J'ai toujours dit à mes ministres et à mes amis, ne prenez pas compte de celui qui fait la critique, mais de la valeur de la critique même si elle vient de ton ennemi. Voilà comment nous entendons fonctionner avec nos partenaires. Mais le partenariat doit se reposer sur le respect. Nous respectons les autres, il faut nous respecter aussi. Il y a un proverbe soussou qui dit "le piment que tu ne mets sur ta plaie, ne le met pas sur la plaie de l'autre". Le monde d'aujourd'hui est presque devenu unique avec les nouvelles technologies. On voit tout ce qui se passe dans le monde. Alors pourquoi on va nous obliger à faire différemment de ce que les autres font chez eux. Nous voyons des manifestations, nous voyons des crises partout. Aujourd'hui, on voit les dégâts des réseaux sociaux. A ma connaissance, il me semble que le gouvernement français veut contrôler les réseaux sociaux. Mais c'est une illusion, personne ne peut aujourd'hui contrôler les réseaux sociaux. Et nous voyons aujourd'hui leurs dégâts. Ils ont leur avantage, mais aussi leur méfait. Donc, nous sommes prêts à collaborer avec nos partenaires, à les écouter mais dans le respect réciproque. Je le dis et j'insiste là-dessus ».







## Championnat national : Les Onze Créateurs lâchent encore des points

**A**près trois matches nuls consécutifs, l'équipe de Niaréla (25 points) chute devant l'Usfas (0-1) et se laisse distancer dans la course pour le carré d'as par l'USC Kita et le COB qui comptent chacun 30 points.

Après sa défaite 0-2 face aux Onze Créateurs de Niaréla, lors de la phase aller, l'Usfas a pris sa revanche en battant l'équipe de Niaréla par le minimum 1-0, lundi 27 janvier, au Stade du 26 Mars. C'était au compte de la 16<sup>e</sup> journée du championnat national. L'unique but de la partie porte la signature du défenseur central, Sékou Diawara (62<sup>e</sup> min).

Cette victoire des protégés de Fanyeri Diarra ne change rien dans le classement des deux équipes dans la poule B. Les Onze Créateurs (25 points) occupent toujours le 4<sup>e</sup> rang derrière le Stade malien (38 points), USC Kita (2<sup>e</sup>, 30 points) et le COB (3<sup>e</sup>, 30 points).

Mais, les Onze Créateurs se laissent distancer dans la course au carré d'as. Quant à l'Usfas,

elle se classe 6<sup>e</sup> et compte 19 points derrière Yeelen olympique (5<sup>e</sup>, 23 points). Les 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> places sont respectivement occupées par l'ASOM (15 points), l'AS Black Star (14 points) et le CSK (13 points). Avec 10 points, l'AS Sabana occupe la 10<sup>e</sup> place tandis que l'US Bougouni ferme la marche avec 7 points.

Pour revenir à la rencontre Usfas-Onze Créateurs, l'on peut dire qu'elle était équilibrée. Chacune des deux équipes a eu sa mi-temps. La première période a été dominée par les Onze Créateurs, tandis que la seconde période a été celle de l'Usfas. Dès la 13<sup>e</sup> minute, les protégés d'Ousmane Guindo allument la première mèche.

Le coup franc de Sékou Diarra échoue sur le montant droit du portier militaire, Moussa Diarra, avant d'être dégagé par un défenseur revenu en catastrophe. Dans la foulée, Sékou Diarra (encore lui) revient à la charge. A la réception d'un bon centre d'un partenaire, le latéral droit de l'équipe de Niaréla se débarrasse

de son garde du corps avant d'envoyer un tir puissant qui oblige le portier militaire à sortir le grand jeu pour dévier le ballon en corner (17<sup>e</sup> min).

L'Usfas prend ces deux tentatives au sérieux et réplique cinq minutes après la demi-heure par l'intermédiaire de Boubacar Dembélé. Servi dans le dos de la défense des «Créateurs» par un partenaire, le milieu offensif militaire pénètre dans la surface des Onze Créateurs avant de perdre son duel face à l'international junior, le keeper Alkalifa Coulibaly (35<sup>e</sup> min). Score à la mi-temps : 0-0.

En seconde période, l'Usfas prend rapidement la direction des opérations. Dix-sept minutes de domination suffisent aux protégés de Fanyeri Diarra pour ouvrir le score. A la réception d'un corner bien exécuté par Boubacar Dembélé, le défenseur central de l'Usfas, Sékou Diawara, libre de tout marquage, place une tête imparable (62<sup>e</sup> min, 1-0).

Galvanisés par ce but marqué, les militaires vont assiéger le but du portier Alkalifa Coulibaly en multipliant les assauts. N'eût été le manque de réalisme des attaquants militaires, le score allait être plus lourd pour les Onze Créateurs. Aux 86<sup>e</sup> et 90<sup>e</sup> minutes, les mili-

taires ratent deux grosses occasions. Mais Soumaila Sangaré et Boubacar Zerbo perdent chacun son duel face à l'international keeper Alkalifa Coulibaly. Le score n'évolue plus jusqu'au coup du sifflet final du référé central Abdoulaye Kané. L'Usfas renoue avec la victoire après deux revers consécutifs contre le COB (1-2) et l'AS Sabana (0-1). «Les joueurs ont bien réagi après les défaites des deux précédentes journées. Je pense qu'ils sont en train de comprendre qu'on ne peut pas jouer au football et avoir peur du ballon», commente l'entraîneur de l'Usfas, Fanyeri Diarra. « La deuxième période a été différente de la première, ce que nous avons corrigé à la mi-temps, ils ont su réagir. A Mopti contre l'AS Sabana, on a raté beaucoup d'occasions. Lentement mais sûrement, l'équipe arrivera et les joueurs auront plus de confiance dans les matches à venir », explique le coach Diarra, qui a dirigé son 3<sup>e</sup> match à la tête de l'Usfas. L'entraîneur des Onze Créateurs résume sa défaite au manque de réalisme de ses attaquants. « On n'a pas été réalistes puisqu'on a eu notre temps fort lors de la première période. Si on en avait profité, on aurait été plus tranquilles en seconde période. En plus on a manqué de concentration sur le but de l'Usfas. Ce n'était même pas une occasion. La balle est venue, subitement et on a pris un but au



moment où on ne devait pas encaisser», regrette Ousmane Guindo.

Les Onze Créateurs restent sur 4 matches sans victoire. Avant de perdre contre l'Usfas (0-1), ils avaient concédé le nul contre l'US Bougouni (0-0), le Stade malien (0-0) et l'USC Kita (1-1).

Pour la poule A, malgré un match en retard, le Djoliba domine la tête du peloton avec 39 points loin devant le Réal (2<sup>e</sup>, 29 points) et LC. BA (3<sup>e</sup>, 28 points). Le CSD (28 points), l'AS Po-

lice (27 points), l'AS Bakaridjan (20 points) et le Nianan (18 points) occupent respectivement les 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> places du classement. Avec 15 points, l'ASB se positionne à la 8<sup>e</sup> place devant le Mamahira AC (9<sup>e</sup>, 14 points), l'Avenir de Tombouctou (10<sup>e</sup>, 14 points), le Sonni AC de Gao (11<sup>e</sup>, 13 points) et l'AS Performance (12<sup>e</sup>, 9 points).

■ **Boubacar THIERO**  
Source : L'Essor

## Lundi 27 janvier au stade du 26 Mars : USFAS-Onze Créateurs : 1-0

**But de Sékou Diawara (62<sup>e</sup> min).**

Arbitrage d'Abdoulaye Kané assisté de Sékou Tembiné et Kassim Diakaridia

USFAS : Moussa Diarra, Ousmane Touré, Sékou Diawara, Bourama Doumbia (Oumar Diakité, 46<sup>e</sup> min), Tiéoulé Sissoko, Fady S. Coulibaly, Mamadou Kouyaté, Cheickna Diakité, Boubacar Dembélé (Boubacar Zerbo, 84<sup>e</sup> min), Amadou Diallo (cap), Soumaila Sangaré.

Entraîneur : Fanyeri Diarra.

Onze Créateurs : Alkalifa Coulibaly, Modibo Keïta, Dramane Souabou, Sékou Diarra, Lassana Samaké, Koké Kanadjigui, Souleymane Dembélé (cap) (Issa Hassan Musa, 65<sup>e</sup> min), Idrissa Guindo (Ousmane Doumbia, 85<sup>e</sup> min), Souleymane Sissoko (Salikou Diarra, 67<sup>e</sup> min), Tiékoura Traoré, Lamine Diakité. Entraîneur : Ousmane Guindo.

### TOUS LES RÉSULTATS

AS Black Star-ASOM : 3-4  
AS Police-AS Performance : 1-0  
Mamahira-AS Bakaridjan : 1-1  
USC Kita-CSK : 0-0  
US Bougouni-Stade malien : 0-2  
Réal-Nianan : 3-0  
COB-AS Sabana : 1-0  
Sonni AC-CSD : 1-1  
USFAS-Onze Créateurs : 1-0  
LC. BA-ASB : 2-1  
Match en retard  
Avenir-Djoliba





## **♈ Bélier (21 mars - 19 avril)**

On risque de compter sur vous ! La journée s'annonce animée. Vous devez finir des tâches dans un temps record. Les activités peuvent avoir un lien avec une réunion. On peut vous demander de participer ! Vos idées sont constructives. On les attend.

Il y a peu d'inquiétude dans votre gestion financière. Vous craquez pour des articles décoratifs. Les économies restent encore faibles. Vous aimez dépenser votre salaire. Avec du bon sens et des comparaisons de tarifs, vous gardez la stabilité financière.



## **♉ Taureau (20 avril - 19 mai)**

Mars annoncera une journée stressante au boulot. Vous serez offensif ou défensif, si vous devez affirmer vos positions professionnelles ou devoir défendre des choix qui vous poseront problème. Par prudence, vous ne vous engagerez pas à la légère.

Bien relié à votre signe, Jupiter pourrait faire avancer vos projets financiers et particulièrement dans le domaine immobilier. Vous aurez de bonnes nouvelles concernant des travaux avec des propositions tarifaires qui correspondront à votre budget.



## **♊ Gémeaux (20 mai - 21 juin)**

Vous réalisez que vous avez du travail en retard, du coup vous n'avez pas d'autres solutions que de travailler entre midi et deux heures. Votre pause-déjeuner semble fortement compromise, et ça vous énerve. Vous déjeunez sur le pouce. Votre comptabilité est irréprochable, cher Gémeaux. Si souvent, finir le mois à zéro vous angoisse, aujourd'hui vous pouvez vous féliciter, vos comptes tiennent la route. Même si vous êtes passé à côté de certaines dépenses, rien n'est alarmant.



## **♋ Cancer (21 juin - 21 juillet)**

Vous vous sentez impuissant à ce qui vous arrive, en remettant tout en cause, c'est comme si vos sentiments et votre sensibilité étaient altérés ! Le travail s'en ressent, et vous baissez les bras rapidement, ce qui ne vous ressemble pas du tout !

Avec le manque de motivation que vous ressentez aujourd'hui, vous risquez d'avoir une soudaine envie de shopping ! Faire plaisir à vos proches pourrait vous mettre de bonne humeur ! C'est un moyen comme un autre de soigner le mal par le mal !



## **♌ Lion (22 juillet - 23 août)**

Les échanges avec vos collègues apportent de l'encouragement. Vos fonctions sont aussi source de rivalités. Essayez de parler aux bons collègues. Ciblez vos relations de travail. Si vous êtes indiscret, la jalousie ne tardera pas à se réveiller.

Les finances sont les nerfs de la guerre. Vous devez économiser. Un projet important vous attire. Il peut demander d'économiser beaucoup. Aujourd'hui, vous pouvez prendre conseil auprès d'un ami ou d'un parent. Dans l'ensemble, vous êtes à l'abri des soucis.



## **♍ Vierge (23 août - 23 septembre)**

Si cela ne va pas trop au travail, c'est que quelqu'un s'opposera à vous. Tel sera le sentiment que vous éprouverez, bien que l'on tentera de vous faire croire le contraire. Les excuses que l'on vous donnera ne vous satisferont pas ni ne vous convaincront.

Côté pro, vous n'aurez aucun problème et vous pourriez même bénéficier d'un bonus inespéré. Ce sera sur le plan familial que la situation se compliquera, avec le risque de devoir dépenser de l'argent davantage pour les autres que pour vous-même.



## **♎ Balance (23 septembre - 22 octobre)**

Les astres freinent vos projets, mais ce n'est que partie remise, vous ne baissez pas les bras. Vous êtes même prêt à prendre des risques, votre hiérarchie soutient vos idées, on vous épaula, vous n'avez qu'à patienter encore un peu.

Vous risquez d'aller au-devant de petits problèmes si vous tardez à régler une facture. Au lieu de gagner du temps, vous allez devoir payer des frais supplémentaires. Si vous envisagez de moderniser votre logement, il faudra emprunter. Soyez prudent.



## **♏ Scorpion (23 octobre - 22 novembre)**

Les relations sont compliquées au travail. La moindre contrariété vous perturbe, vous êtes moins réceptif aux autres, votre sociabilité est mise à mal. Vous avez tendance à vous renfermer, et devenez de ce fait beaucoup moins sympathique ! Votre porte-monnaie est également perturbé aujourd'hui ! Attention aux dépenses inconsidérées, vous pourriez, dans un moment d'égarement, faire des folies, restez tout de même dans le contrôle de vos finances. Vous risquez de le regretter amèrement !



## **♐ Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)**

La mentalité de vos collègues vous déplaît. Vous avez envie de larguer les amarres. Changer de vie, partir loin est une aventure tentante. Prenez des parents, ne vous lancez pas bille en tête. Une reconversion est envisagée dans une activité commerciale !

Les finances vous aident à concrétiser vos projets. Vous n'avez pas spécialement envie de vous serrer la ceinture ! Des coups de coeur restent possibles sur des articles de décoration. Votre goût des belles choses amène des frais.



## **♑ Capricorne (21 décembre - 20 janvier)**

Le trigone Lune/Mars en signe de feu relancera ou dynamisera votre activité professionnelle. Celle-ci réclamera encore beaucoup d'investissement, d'efforts et pas mal de persévérance pour atteindre votre but. Motivé, vous parviendrez à relever ce défi.

Mercury dans votre secteur II vous permettra une bonne résolution de vos préoccupations ou difficultés d'argent. Vous obtiendrez l'aide ou l'appui dont vous aurez besoin pour vous sortir la tête hors de l'eau ou pour maintenir votre équilibre financier.



## **♒ Verseau (20 janvier - 19 février)**

On assiste à une belle remontée en ce qui concerne vos projets professionnels. Une situation se règle. Aujourd'hui, vous récoltez les fruits de vos efforts. Si vous travaillez en équipe, les idées de chacun vous permettent de progresser. Aujourd'hui, cher Verseau, votre générosité est grande, il suffit que vous rencontriez un ami pour que vous lui proposiez de l'inviter à prendre un verre ou à déjeuner avec vous. L'addition c'est pour vous ! Vos finances vous l'autorisent !



## **♓ Poisson (19 février - 21 mars)**

Malgré votre humeur maussade et démotivée, les relations au travail ne sont pas si mauvaises. Vous parvenez, grâce à la puissance de Mars, à surpasser vos émotions négatives. Attention tout de même à ce manque de tolérance que vous avez aujourd'hui.

Vous éprouvez un manque de sécurité matérielle qui vous perturbe beaucoup. Vous remettez tout en cause, et éprouvez un grand sentiment d'insatisfaction. Le carré Lune/Saturne fait en plus remonter des choses du passé qui ne vous plaisent pas du tout.

# UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

## Filiales



**BDU - BF**  
BURKINA FASO



**BDU - CI**  
CÔTE D'IVOIRE



**BDM FRANCE**  
FRANCE



**BDU**  
BANCO DA UNIÃO  
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

[www.bdm-sa.com](http://www.bdm-sa.com)

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



**BDM SA**